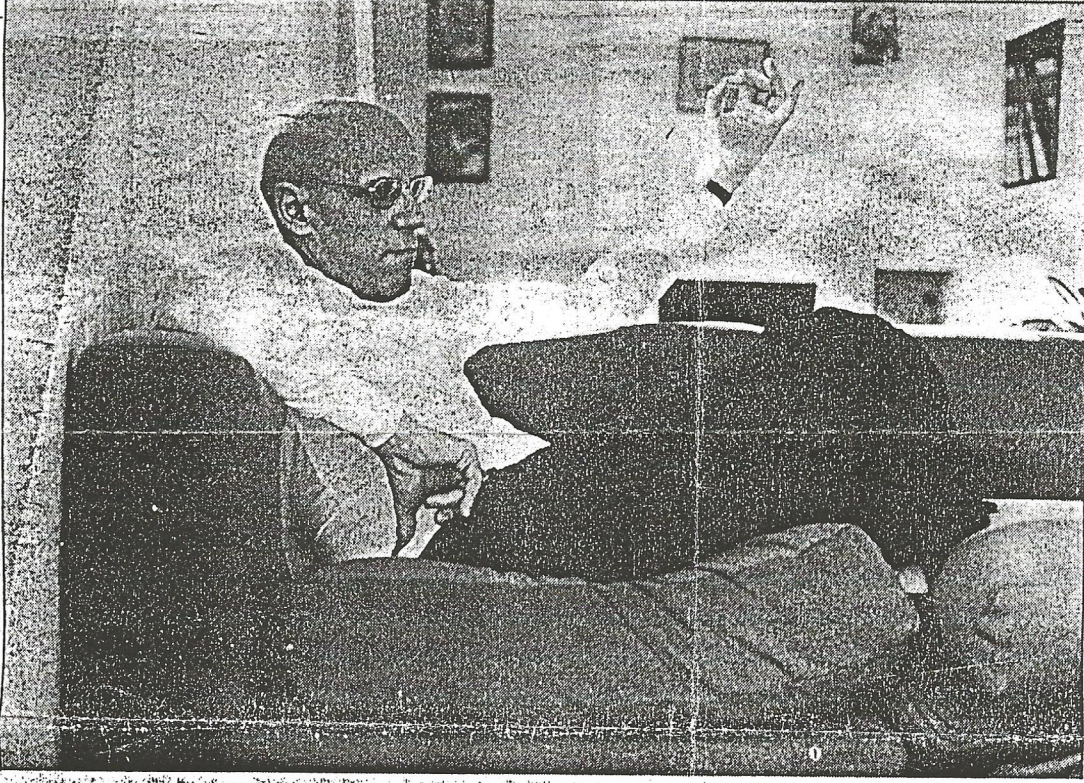


reprendre et de la tester non pas en essayant d'arracher à l'Etat le secret de ce qu'il est, comme Marx devait arracher à la marchandise son secret : il ne s'agit pas d'arracher à l'Etat son secret. Il s'agit de passer à l'extérieur et d'interroger le problème de l'Etat, faire l'investigation du problème de l'Etat à partir des pratiques de gouvernementalité.

(6) Cela étant dit, je voudrais, dans cette perspective, continuant le fil de l'analyse de la gouvernementalité libérale, voir un peu comment elle se présente, comment elle se réfléchit, comment à la fois elle se met en œuvre et s'analyse elle-même, bref, comment elle se programme à l'heure qu'il est. Je vous avais indiqué quelques-uns de ceux qui paraissent être les caractères en quelque sorte premiers de la gouvernementalité libérale telle qu'elle apparaît au milieu du XVIII^e siècle. Je vais donc faire un saut de deux siècles car je n'ai pas la prétention de vous faire, bien sûr, l'histoire globale générale et continue du libéralisme du XVIII^e au XX^e siècle. Je voudrais simplement repérer à partir même de la manière dont se programme actuellement la gouvernementalité libérale et essayer d'éclairer un certain nombre de problèmes qui ont été récurrents du XVIII^e au XX^e siècle, et sous réserve de changements parce que, vous le savez, je suis comme l'écrivain, je me déplace latéralement. Je pense, j'espère, il se peut que j'étudie successivement le problème de la loi et l'ordre, le problème de l'Etat dans son opposition à la société civile, ou plutôt l'analyse de la manière dont on a fait jouer cette opposition. Alors, enfin, si la chance me sourit, on arrivera au problème de la biopolitique, et au problème de la Loi et ordre, Etat et société civile, et politique de la vie.

X. KIMURA



POUVOIRS LA PHOBIE D'ETAT

Dans son cours sur « la biopolitique », le professeur au Collège de France s'expliquait sur son problème central : l'étatisation.

Il fut souvent reproché à Michel Foucault de faire l'économie d'une théorie de l'Etat. Il s'en expliqua dans le cours donné au Collège de France le 31 janvier 1979, lorsqu'il étudia « la manière dont on a essayé depuis le XVIII^e siècle de rationaliser les problèmes posés à la pratique gouvernementale par les phénomènes propres à un ensemble de vivants constitués en population : santé, hygiène, natalité, longévité, race ». Cet extrait vient après le rappel de la crainte de Berenson d'une « invasion de l'humanité par l'Etat ».

La phobie d'Etat traverse bien des thèmes contemporains et s'est alimentée à bien des sources depuis fort longtemps, que ce soit l'expérience soviétique dès les années 1920, l'expérience allemande du nazisme, la planification anglaise d'après guerre, etc. Une phobie d'Etat dont les agents porteurs ont été très nombreux, puisqu'ils vont des professeurs d'économie politique inspirés du néo-marginalisme autrichien jusqu'aux exilés politiques qui, depuis les années 1920-1923, ont joué certainement dans la formation de la conscience politique du monde contemporain un rôle considérable mais qui n'a peut-être jamais été bien étudié de près. Il y aurait à faire toute une histoire politique de l'exil, ou une histoire de l'exil politique avec leurs effets idéologiques, théoriques et pratiques. L'exil politique de la fin du XIX^e a certainement été un des grands agents de diffusion du socialisme. Je crois que l'exil, la dissidence politique du XX^e siècle, a été de son côté un agent de diffusion considérable de ce que

l'on pourrait appeler l'anti-étatisme ou la phobie de l'Etat.

Je vous parlais l'an dernier de toute cette immense, difficile et embrouillée critique du despotisme, de la tyrannie, de l'arbitraire qui manifestait dans la seconde moitié du XVIII^e siècle une crise de gouvernementalité, et bien, il y a à l'égard de l'Etat aujourd'hui une phobie peut-être aussi ambiguë. Je voudrais reprendre ce problème de l'Etat — ou de la question de l'Etat — ou de la phobie de l'Etat, à partir de l'analyse de cette gouvernementalité dont je vous ai déjà parlé. Et bien sûr vous me ferez l'objection : alors, encore une fois, vous faites l'économie d'une théorie de l'Etat. Eh bien, je vous répondrai : oui, je fais, je veux faire et je dois faire l'économie d'une théorie de l'Etat comme on peut et on doit faire l'économie d'un repas indigeste.

Faire l'économie d'une théorie de l'Etat, ça veut dire quoi ? Si on me dit : vous commencez en réalité dans les analyses que vous faites la présence et l'effet des mécanismes étatiques, alors là je réponds : erreur, vous vous trompez ou vous voulez vous tromper car à dire vrai je n'ai pas fait autre chose que le contraire de ce langage. Et qu'il s'agisse de la folle, qu'il s'agisse de la constitution de cette catégorie, de ce quasi-objet naturel qu'est la maladie mentale, qu'il s'agisse aussi de l'organisation d'une médecine clinique, qu'il s'agisse de l'intégration des mécanismes, techniques et technologies disciplinaires à l'intérieur du système pénal, de toute façon cela a bien toujours été le repérage de l'étatisation

progressive, morcelée à coup sûr, mais continue ; l'étatisation d'un certain nombre de pratiques, de manières de faire et, si vous voulez, de gouvernementalité. Le problème de l'étatisation est au cœur même des questions que j'ai essayé de poser.

Mais si, en revanche, dire : « faire l'économie d'une théorie de l'Etat » ça veut dire ne pas commencer par analyser en elle-même et pour elle-même la nature, la structure et les fonctions de l'Etat, si « faire l'économie d'une théorie de l'Etat » ça veut dire ne pas chercher à déduire à partir de ce qu'est l'Etat comme sorte d'universel politique et, par extensions successives, ce qu'a pu être le statut des fous, des malades, des enfants, des délinquants, etc. dans une société comme la nôtre, alors je réponds : oui, bien sûr. De cette forme-là d'analyse je suis bien décidé à faire l'économie. Il n'est pas question de déduire tout cet ensemble de pratiques de ce que serait l'essence de l'Etat en elle-même et pour elle-même. Il faut faire l'économie d'une pareille analyse d'abord, et pas simplement, parce que l'histoire n'est pas une science déductible, et, deuxièmement, pour une autre raison plus importante sans doute et plus grave, c'est que l'Etat n'a pas d'essence.

L'Etat, ce n'est pas un universel ; l'Etat, ce n'est pas en lui-même une source autonome de pouvoir ; l'Etat, ce n'est rien d'autre que les faits : le profil, la découpe mobile d'une perpétuelle étatisation ou de perpétuelles étatisations, de transactions incessantes qui modifient, qui déplacent, qui bouleversent, qui font glisser insidieusement, peu importe, les choses de financements, les modalités d'investissements, les centres de décisions, les formes et les types de contrôles, les rapports entre pouvoirs locaux et autorité centrale, etc.

L'Etat n'a pas d'entrailles — on le sait bien, non pas simplement en ceci qu'il n'aurait pas du sentiment, ni bon ni mauvais, mais il n'a pas d'entrailles en ce sens qu'il n'a pas d'intérieur. L'Etat,

ce n'est rien d'autre que l'effet mobile d'un régime de gouvernementalité multiple. C'est pourquoi cette angoisse d'Etat, cette phobie d'Etat, qui me paraît un des traits caractéristiques des thématiques courantes à notre époque, je propose de l'analyser ou plutôt de la